

Les bœufs sont lent, mais la terre est patiente...nous pas !!!!

Nous sommes de jeunes agronomes ou de récents diplômés en agriculture qui croient que l'agriculture québécoise à l'instar de l'agriculture mondiale est sur une pente glissante qui risque de compromettre la qualité et la pérennité de notre alimentation future. Dans les lignes qui suivent nous exposons nos principales préoccupations, leurs causes et quelques solutions plausibles et réalistes.

Sortir les vendeurs du temple

Le monde agricole est un monde de vendeurs-acheteurs, où les risques sont partagés d'une façon inégale. Les producteurs agricoles assument presque à eux seuls (avec l'aide de l'état) la plupart des risques qui ont cours en agriculture. Les principaux risques de la production agricole sont intrinsèques à sa pratique elle-même : les forces naturelles. Malgré toutes les avancées de la science agronomique, une récolte peut être compromise par une infestation d'insectes, de maladies ou par des fluctuations inégales de la pluviométrie et de la température.

En amont et en aval de la ferme, la situation est tout autre. En effet, les profits des autres acteurs (vendeurs & acheteurs) sont complètement dissociés de ces risques. Les fournisseurs d'engrais et de pesticides ajustent les prix en fonction des coûts de production et de leurs situations monopolistiques, refiletant au producteur une hausse de ceux-ci. De plus, les redevances sur les biotechnologies (OGM, pesticides, génie génétique) et les brevets qui en découlent diminuent la souveraineté semencière et augmentent la dépendance et la vulnérabilité des agriculteurs. L'intégration complète de l'agrobusiness fait qu'il reste de moins en moins

de fournisseurs (Synagri, COOP, Mosanto) et de moins en moins d'acheteur (Metro, Sobey & Provigo). Ce que l'on tente d'éviter dans le domaine médical par le processus de la prescription (indépendance du pharmacien envers la compagnie pharmaceutique et indépendance du médecin envers le pharmacien) se produit quotidiennement en agriculture. La plupart du temps, la vente d'un intrant agricole (engrais, pesticides, semences, ...) et le service conseil (relié au produit) est fait et exécuté par la même entité corporative. Il y a donc un doute raisonnable sur la qualité des conseils émis et sur la distance nécessaire entre l'acte de conseiller et celui de vendre.

Les acheteurs font partis d'un marché agroalimentaire mondial de plus en plus intégré. Quoi de plus simple que de s'approvisionner chez le voisin sous-développé ou subventionné si les produits locaux deviennent plus coûteux? La guerre des bas prix que se livrent actuellement les grandes surfaces rend l'approvisionnement local plus difficile par une gestion centralisée et illogique. À titre d'exemples, un bœuf nourrit au bas St-Laurent se fera abattre chez Colbex (abattoir au sud de Québec), ira par la suite au centre de distribution (Montréal) et s'en retournera sur les tablettes des supermarchés de sa région natale. Le lait de la région saguenéenne ira se faire pasteuriser en Montérégie parce que les grands géants québécois (Natre, Parmalat) en ont décidé ainsi!

Pour arriver à leurs fins, les distributeurs alimentaires font de l'intégration verticale par la vente de produits « marque maison ». Les denrées à la base de ces produits dit « maison » proviennent de pays où les normes sanitaires sont absentes. Les pesticides dont le Canada règlemente l'utilisation par l'entremise l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), sont importés illégalement par le biais du libre échange des produits agricoles. Pour un pomiculteur québécois, comment faire pour concurrencer la pomme de

chine (sans ARLA, sans normes environnementales et du travail) dans un contexte où les grandes surfaces étalent les pommes (québécoises et importées) dans une immense boîte de carton près des T-shirts et des grilles pains? Ce genre de distribution entraîne une banalisation par le citoyen des denrées agricoles. Une éducation vers une meilleure conscientisation citoyenne s'impose donc.

Agriculture biologique

Il n'est plus à propos de dire que l'agriculture biologique n'est qu'une mode passagère. Cette forme d'agriculture, bien qu'encore marginale, tend à prendre une place dans la plupart des secteurs agroalimentaires. Depuis quelques temps, plusieurs personnes s'interrogent sur la stagnation de la demande en produits biologiques. Nous croyons que la place de l'agriculture biologique restera marginale tant et aussi longtemps que le système agroalimentaire ne sera pas réformé. Premièrement, l'agriculture biologique est une alternative technique à l'agriculture conventionnelle (sans intrants chimiques). En second, elle représente une façon différente de penser l'agriculture et l'alimentation. La « pensée bio » établit un lien direct entre le citoyen et l'agriculteur. Elle pense et voit la ferme comme un écosystème vivant, non spécialisé qui se suffit à lui-même où le citoyen doit prendre en charge son alimentation et s'impliquer dans le processus agricole. Avec le temps, l'agriculture dite biologique est devenue un cahier de charge bien rempli (pour la ferme), une section en retrait d'un supermarché et un logo autocollant apposé sur un sac de polyéthylène. On a oublié en chemin qu'elle est une façon de penser et de voir d'une manière plus humaine et plus respectueuse de l'environnement l'agriculture.

Bien des gens avancent le fait que l'agriculture biologique ne pourra jamais nourrir la planète. Depuis trop longtemps la science et la politique méprisent le secteur biologique.

Imaginez si tout l'argent investi dans les biotechnologies avait été mis au service d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Pour que l'agriculture biologique se développe, il faut de l'argent et beaucoup d'argent. Les cultivars (plantes) développés par le génie biotechnologique le sont pour croître en présence d'intrants chimiques. L'utilisation de ces cultivars en agriculture biologique augmente les risques assumés par ses producteurs puisque les plantes ont été sélectionnées dans des conditions d'abondances (éléments fertilisants), de non compétition (sans mauvaise herbe) et de quasi stérilité (insecticides et fongicides). De plus, les cultivars sont développés dans des conditions climatiques qui sont, bien souvent, différentes du milieu où elles croîtront. Il faut remettre au secteur public et aux régions le soin de manipuler cet immense patrimoine collectif que représente les semences agricoles. Cela devrait se faire hors de l'industrie car les enjeux économiques poussent les corporations à développer des technologies qui augmentent la dépendance des agriculteurs envers eux. Il faut aussi que le citoyen comprenne qu'acheter des denrées alimentaire n'est pas suffisant, il faut qu'il s'implique avec le producteur dans le processus de production (acheter localement, éviter le gaspillage, comprendre les productions, le contexte régional ...) et décisionnel de l'agriculture. Le principe de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) est ce qui, pour l'instant, représente le meilleur modèle appliquant cette idée.

S'abordage dans les services conseils indépendants

Il y a une quinzaine d'années, suite à une accumulation de problématiques environnementales à la ferme, le gouvernement et le milieu ont développé le concept d'agroenvironnement. Avec le temps, l'agroenvironnement est devenu une préoccupation importante pour la plupart des agriculteurs dans le développement de leur ferme. Aujourd'hui, l'agroenvironnement à pour principale vitrine les clubs conseils en agroenvironnement (CCAÉ). Les CCAÉ sont des regroupements volontaires d'agriculteurs nécessitant des conseillers agricoles pour faire le

suivi agroenvironnemental de leur ferme. Cela comprend des conseils allant de la fertilisation aux traitements phytosanitaires en passant par la protection des cours d'eau et l'implantation de haies brise-vents. La rémunération ou le financement des CCAE provient au deux tiers des deux palliés gouvernementaux (Québec et Ottawa) complétée par une contribution des agriculteurs.

Les conseillers engagés par les CCAE ont l'obligation de ne pas vendre d'intrants et doivent être affranchi de tout conflit d'intérêt potentiel. Ces conseillers développent une vision globale et à long terme de la ferme cherchant l'équilibre entre les revenus de l'agriculteur, l'environnement et le milieu. Ils ne subissent aucune pression de vente, ne sont affiliés à aucune compagnie et ne cherchent pas à écouler de la marchandise. Le principe des clubs conseils satisfait autant les intervenants du milieu (municipalités, agronomes) que les producteurs. Toutefois, l'entente qui soutient les clubs conseils en agroenvironnement vient à échéance en 2008 et rien ne porte à croire qu'elle sera reportée dans sa forme actuelle.

Rôles des CCAE

Présentement les CCAE offrent à leurs membres des biens livrables tangibles (plan de fertilisation, bilan phosphore, etc.) soutenus par un suivi concret et à long terme à la ferme. La formule regroupement permet aux producteurs d'échanger entre eux et de prendre en main l'amélioration agroenvironnementale de leur ferme. La nouvelle formule en développement dans les instances gouvernementales ferait disparaître les subventions pour le suivi et ne paierait que pour des biens livrables. En agroenvironnement un bien livrable est bien souvent une grosse pile de papier rempli de calculs et de normes réglementaires inutiles pour le producteur, mais fort utiles pour un suivi fait par un conseiller compétent. Sans suivi, les biens livrables ne seront d'aucune utilité à la ferme. Alors quoi de plus simple que de faire

payer l'agriculteur pour le suivi? Le problème dans cette affirmation c'est que s'il n'est pas subventionné, le suivi agroenvironnemental ne se fera tout simplement pas. Les améliorations environnementales à la ferme sont le fait d'une succession de plusieurs petits changements dans les pratiques des agriculteurs, il n'est pas aussi tangible qu'un sac d'engrais ou une poche de semence. Peu d'agriculteurs sont présentement prêts à payer pour la totalité d'un service conseil en agroenvironnement. Aussi le fait que depuis toujours les vendeurs d'intrants inclus les coûts de leurs services conseils dans le prix des intrants n'aide en rien le développement de services conseils indépendants payants. Si les clubs conseils disparaissent qui se préoccupera d'agroenvironnement ?

La « nouvelles » formule

Dans la nouvelle formule développée, les priorités subventionnées seraient décidées annuellement par un comité mixte regroupant des producteurs, des conseillers et des représentants gouvernementaux avec un pouvoir accru accordé aux représentants de l'Union des Producteurs Agricoles (UPA). Les producteurs agricoles doivent faire parti du processus décisionnel mais ils ne doivent pas en être les maîtres, car pour que les pratiques évoluent de la bonne façon, il faut un peu de recule, ce qui dans ce cas manque aux producteurs agricoles.

Protection des terres en périphérie urbaine.

Les sols arables sont la base de l'agriculture et par le fait même, la base de nos sociétés modernes. Pourtant, ils sont les grands oubliés de notre société. On se préoccupe du rendement des plantes cultivées et de la santé de nos élevages pour optimiser la production agricole, mais on oublie trop souvent que sans sol, pas de plantes et encore moins d'animaux, donc pas d'agriculture viable. Les producteurs agricoles, on depuis quelques années, pris conscience de l'importance de prendre soin de leurs sols pour la pérennité de leur ferme. Les

cas graves d'érosions hydriques et éoliennes sont de plus en plus rares sur les fermes québécoises. La principale menace actuelle pour nos sols québécois est l'étalement urbain (surtout dans la grande région Montréalaise). Heureusement au Québec, la Loi sur la protection du territoire agricole veille depuis 1978 à la survie des terres arables. Mais depuis quelques années, le boum économique que connaissent les banlieues augmente la pression de développement sur les terres agricoles. Il est important de garder en tête que les terres agricoles ne représentent que 2 % du territoire québécois et que la majorité des meilleures terres sont situées dans la vallée du Saint-Laurent, là où justement les pressions urbaines sont les plus fortes. La protection du territoire agricole ne doit pas empêcher tout développement économique et résidentiel, mais il doit se faire en ayant comme trame de fond la protection des terres agricoles. Une étude des sols de la région devrait être faite avant tout développement immobilier pour favoriser l'expansion sur des terres moins aptes à la pratique de l'agriculture. De plus, il est primordiale de faire un développement immobilier en hauteur et principalement axer sur le résidentiel. Cela pour éviter de l'étalement urbain trop vaste et très souvent anarchique. Il faut éviter l'accomplissement de projets néfastes pour l'environnement et l'agriculture tel que le Super Centre d'achat 10/30 en périphérie de Montréal.

Pour que les choses changes vraiment

Pour que les choses changes vraiment, il est important que les gouvernements et la population entière se sentent interpellés par l'avenir de notre agriculture et qu'ils prennent conscience de l'importance de celle-ci pour la pérennité de notre société. Le problème avec le modèle agricole actuel c'est qu'il est éclaté, mondiale et qu'une cloison de plus en plus épaisse sépare le citoyen de l'agriculteur. Il faut que les citoyens se sentent impliqués dans les processus agricoles. Les réduire à de simples consommateurs assoiffés par les bas prix représente un

immense danger pour la viabilité à long terme de nos sociétés. Dans le présent document nous avons soulevé ce qui nous semblait comme les problématiques essentielles de l'agriculture d'aujourd'hui. Nous sommes conscients que le monde agricole est plus vaste et plus complexe que ces quelques éléments soulevés, mais voici quand même quelques solutions envisageables à court terme pour que l'agriculture québécoise se porte mieux.

- Établir une politique nationale d'achats locaux et incitatifs fiscaux pour les entreprises agroalimentaires qui achètent localement (si le produit est disponible au Québec)
- Mise en place de programmes de recherche gouvernementaux pour augmenter le développement de semences indigènes à haut rendement, moins dépendantes des intrants chimiques
- Inclure un volet agricole dans le développement citoyen des élèves du primaire et du secondaire
- Augmenter de façon importante les fonds de recherche disponibles pour l'agriculture durable
- Établir une séparation claire entre la vente d'intrant et les services conseils en agriculture
- Maintient des clubs conseils en agroenvironnement dans leur forme actuelle.
- Maintient de la gestion de l'offre
- Étiquetage obligatoire des OGM
- Protéger les espèces végétales et animales anciennes
- Interdire le brevetage du vivant (biotechnologie)
- Meilleur contrôle de la qualité sanitaire des produits alimentaires importés au Québec (exiger un registre et les mêmes lois environnementales et contraintes qu'au Québec, pour pouvoir importer ici

- Interdire la vente de produits agricoles frais dans les commerces dont le revenu principal ne provient pas de la vente de produits alimentaire.

Samuel Comtois, agronome

Maxime Paré, étudiant au doctorat en sol et environnement

Nadia Surdek, agronome